

Négociation « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »

Formulaire de formalisation des propositions d'action

Axe du plan d'action	AXE 3 « prévenir et lutter contre les discriminations, les actes de violence, le harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes »
Organisation à l'origine de la proposition et nom du membre de la délégation expert du sujet	CGT CE-CNDA
Intitulé de l'action	Dispositif de protection pour garantir le droit au travail des victimes
Description détaillée de l'action	<p>Elles doivent pouvoir bénéficier après avis du médecin de prévention ou de l'assistant-e social-e ou après le dépôt d'une plainte ou d'une main courante d'un droit à :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mobilité, accompagnée par la direction, ou le changement de poste ;- la réduction et/ou aménagement de son temps de travail et l'aménagement de son poste de travail ;- l'accès à un hébergement d'urgence ou à un relogement (logiciel SYLO et la « BALE ») en étroite collaboration avec le département des politiques sociales et des conditions de travail du Conseil d'État, de l'assistant-e sociale et la Fondation d'Aguesseau, si le maintien à domicile de la victime est impossible ;- une protection spécifique accordée à la victime contre les sanctions disciplinaires et contre le licenciement en cas d'absences répétées ou d'horaires non respectés ;- éloignement de l'agresseur-e présumé-e (agent-e, conjoint-e ou ex-conjoint-e) s'il/elle travaille sur le même lieu que la victime (hypothèse de faits survenus en dehors du lieu de travail).

Objectif(s) à atteindre	Prendre en considération la volonté de la victime et ne pas systématiquement procéder à des mobilités qui peuvent être perçues comme une seconde violence si l'agresseur·e reste en poste par exemple (conflit interne)
Indicateurs de suivi (qualitatifs et /ou quantitatifs)	Intégration dans le bilan social d'une partie consacrée aux mesures prises et présentation en CTS et CHSCT, puis dans le futur comité social.